

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise – CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 01/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HASBRO FRANCE

ZI Lourde
57150 Creutzwald

Références : CREUTZWALD_HASBRO_2022-12-01_RAPVI-apmd_EBK_24186
Code AIOT : 0006201099

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2022 dans l'établissement HASBRO FRANCE implanté Centre de distribution ZI Lourde 57150 Creutzwald. L'inspection a été annoncée le 20/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HASBRO FRANCE
- Centre de distribution ZI Lourde 57150 Creutzwald
- Code AIOT : 0006201099
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Le site HASBRO à Creutzwald est un entrepôt couvert autorisé par arrêté préfectoral n°2001-AG/2-436 du 12 décembre 2001, au titre des rubriques 1510 et 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Il a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire du 13 octobre 2015 et d'un arrêté de mise en demeure du 27 août 2015.

Suite à des évolutions de la réglementation et de la nomenclature des ICPE, l'installation relève désormais du régime de l'enregistrement mais continue à être gérée suivant la procédure autorisation en l'absence de demande contraire de l'exploitant.

L'activité du site est également réglementée par les arrêtés ministériels suivants :

- arrêté du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

- arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (rendu applicable en partie par arrêté du 11 avril 2017 modifié susvisé).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Respect de la mise en demeure du 27/08/2015 ;
- Dispositions constructives du bâtiment ;
- Prévention du risque incendie ;
- Consommation d'eau du site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Vérification du matériel électrique	Arrêté Préfectoral du 12/12/2001, article 2.7 (partiel)	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 12/12/2001, article 4.6 (partiel)	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Analyse du risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
10	Consommation eau	Arrêté Préfectoral du 12/12/2001, article 5.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	Contrôle sur année 2023

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Dispositions constructives – Comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 12/12/2001, article 2.4 (partiel)	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accidents/incidents	Arrêté Préfectoral du 12/12/2001, article 1.6 (partiel)	/	Sans objet
2	Dispositions constructives – Comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 13/10/2015, article 2	/	Sans objet
4	Système de détection incendie	Arrêté Préfectoral du 27/08/2015, article 1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Évacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 14 de l'annexe II	/	Sans objet
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/12/2001, article 4.2 (partiel)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté plusieurs non-conformités qui l'amènent à proposer au préfet de mettre en demeure l'exploitant de se conformer aux prescriptions contrôlées dans un délai imparti.

Ces non-conformités portent sur :

- la conformité des installations électriques aux normes françaises en vigueur ;
- la conformité des installations de protection contre la foudre aux normes françaises en vigueur ;
- la réalisation d'une analyse du risque foudre et d'une étude technique associée ;
- la consommation d'eau du site.

L'inspection a également constaté une non-conformité relative aux dispositions constructives de l'installation. Toutefois, au regard des travaux déjà réalisés et prévus par l'exploitant, elle ne propose pas de donner de suites administratives sur ce point de contrôle à ce stade.

En revanche, plusieurs actions sont attendues de la part de l'exploitant :

- l'envoi à l'inspection, avant le 31/12/2022, du PV de réception des travaux "Lot 1 – phase 3" accompagné du rapport de contrôle technique associé, et, le cas échéant, du constat de levée des réserves ;
- l'envoi à l'inspection, avant le 31/12/2022, de l'engagement budgétaire ferme pour la réalisation de la dernière phase de travaux à réaliser en 2023 ("Lot 1 - phase 4") ;
- la transmission des PV de fin de travaux et contrôles techniques du "Lot 1 - phase 4" dès réception et au plus tard le 31/12/2023 ;
- l'envoi au préfet, avant le 31/12/2023, d'une attestation, établie par un bureau d'études certifié, certifiant de la conformité de l'ensemble de l'installation aux dispositions constructives réglementaires applicables à son site (arrêté préfectoral du 12/12/2001 et arrêté ministériel du 11/04/2017 notamment).

Enfin, l'inspection constate le respect de l'art. 4.1 de l'arrêté préfectoral du 12/12/2001 et le retour à la conformité suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/08/2015. Cette mise en demeure est donc considérée comme levée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accidents/incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2001, article 1.6 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Accidents/incidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant déclare qu'aucun accident ou incident de cette nature n'est survenu sur le site depuis 2020 : sans observation.
Observations : L'exploitant ne tient pas de registre des accidents/incidents de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'art. L. 511-1 du code de l'environnement: l'inspection souligne la pertinence d'un tel registre, notamment pour affiner les diagnostics à réaliser au moment des démarches relatives à la cessation d'activité. L'exploitant s'est engagé à établir un tel registre, afin de consigner l'ensemble des évènements qui surviendraient au cours de l'exploitation du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositions constructives – Comportement au feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2015, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives – Comportement au feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La société HASBRO fait réaliser, par un tiers expert, une expertise de la conception de l'entrepôt visant à préciser si cette dernière est conforme aux dispositions de l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-436 du 12 décembre 2001.</p> <p>Cette expertise a notamment pour objet les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Évaluer le degré REI des murs séparatifs (R : résistance mécanique de la paroi / stabilité au feu – E : étanchéité aux flammes et aux gaz chauds – I : isolation thermique). Pour cela, l'expertise pourra s'appuyer sur le document « BADORIS – Document de synthèse relatif à une barrière technique de sécurité – Mur coupe-feu – DRA-09-103202-10009A » de juillet 2010 établi par l'Inéris. - Vérifier la mise en œuvre des murs séparatifs en considérant notamment les liaisons poteaux-poutres-toiture, les portes coupe-feu (degré REI et fonctionnement), l'étanchéité entre le remplissage du mur et la structure (poteaux, poutres), l'étanchéité au niveau des passages de câbles, le mode de stockage (la présence de racks de stockage contre les murs séparatifs a été constatée lors de la visite du 23 juin 2015), etc. - En fonction des conclusions sur la conformité ou pas de la structure aux exigences de l'article 2.4 de l'arrêté du 12 décembre 2001 et sur sa capacité à assurer sa fonction de barrière de sécurité, l'expertise s'attachera à proposer des mesures compensatoires qui pourront notamment concerner l'organisation de l'entrepôt, l'organisation de la défense incendie de l'entrepôt, etc. <p>Constats : Vu le rapport d'expertise d'avril 2016 réalisé par le bureau d'études OTE Ingénierie portant sur la vérification des dispositions constructives de l'entrepôt et proposant des mesures compensatoires, transmis par courrier au préfet le 1^{er} février 2017 : sans observation.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Dispositions constructives – Comportement au feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2001, article 2.4 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives – Comportement au feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les bâtiments sont conçus, implantés et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie. La stabilité au feu de l'ossature est au minimum une heure. [...]</p> <p>L'entrepôt est divisé en cellule de stockage d'une surface de 4000 m² correspondant aux différents bâtiments de stockage. Ces cellules seront isolées les unes des autres par des parois coupe feu de degré deux heures et devront satisfaire simultanément les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] • les portes séparant les cellules sont coupe-feu de degré deux heures et sont munies de dispositifs de fermeture automatique permettant l'ouverture de l'intérieur de chaque cellule. <p>D'autre part, les locaux de stockages sont séparés des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou de lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...]

- soit par un mur coupe-feu de degré deux heures, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement, dans les autres cas. Les portes sont coupe-feu de degré une heure et munie d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi coupe-feu de degré une heure. Les portes d'intercommunication sont pare-flammes de degré une demi-heure et sont munies d'un ferme-porte. [...]

Constats :

Le rapport d'expertise OTE d'avril 2016 met en évidence que les dispositions constructives de l'installation ne sont pas conformes à l'arrêté préfectoral du 12/12/2001. L'exploitant a engagé d'importants travaux pour mettre l'installation en conformité. Au regard de l'ampleur des travaux à réaliser, ces derniers ont été échelonnés et organisés en lots et phases selon le planning suivant :

- * Lot 1 (flocage) - phase 1 (travaux réalisés en 2020) ;
- * Lot 2 (maçonnerie et gros travaux) - phase 2 (travaux réalisés en 2021) ;
- * Lot 1 (flocage) - phase 3 (travaux réalisés en 2022) ;
- * Lot 1 (flocage) - phase 4 (travaux prévus début 2023).

Vu :

- le PV de réception des travaux de la "Lot 1 - phase 1" du 10/12/2020 (transmis par courriel le 12/01/2021) ;
- le PV de réception des travaux de la "Lot 2 - phase 2" du 14/09/2021 avec réserves ;
- le constat de levée des réserves de la "Lot 2 - phase 2" du 16/12/2021, transmis par courriel le 03/11/2022 ;
- le rapport de contrôle technique des "Lot 1 - phase 1" et "lot 2 – phase 2" du 06/10/2021, sans observation ;
- le courrier du 23/09/2022 de l'exploitant à l'entreprise ayant réalisé les travaux de flocage lui demandant notamment le rapport de contrôle technique du "lot 1 - phase 3" ;
- l'information de l'exploitant concernant la finalisation des travaux de réception du "lot 1 – phase 3" en cours (cf. Courriel de l'exploitant du 3/11/2022) et son engagement de transmettre à l'inspection, avant le 31/12/2022, le PV de réception des travaux "Lot 1 - phase 3" et le rapport de contrôle technique associé ;
- le courriel de l'exploitant à la DREAL du 29/07/2021 interrogeant l'inspection sur la possibilité de ne pas réaliser une partie des travaux prévus en phase 2 (murs REI 120 entre les bâtiments 3 et 5, dont leurs prolongements en toiture) ;
- la demande d'engagement budgétaire, non validée par le groupe, pour la phase 4 des travaux prévue en 2023. L'exploitant indique que la validation des budgets est réalisée au mieux à la fin de l'année calendaire pour l'année N+1 ;
- l'entrepôt, séparé en plusieurs cellules où les travaux de flocage réalisés et à terminer (bâtiments 1A, 1B et 7 notamment) et les autres travaux de maçonnerie et gros œuvre ont été constatés par constat visuel et sondage.

L'inspection :

- constate la réalisation des travaux prévus en phases 1, 2 et 3, à l'exception des murs REI 120 entre les bâtiments 3 et 5 ;
- indique à l'exploitant qu'il est envisageable de ne pas réaliser les travaux initialement prévus pour isoler les bâtiments 3 et 5, mais que cela constitue une modification de l'installation qui doit être soumise à décision du préfet. À cet effet, l'exploitant s'est engagé à transmettre au préfet un porter à connaissance dûment documenté dans les meilleurs délais.

Observations :

L'inspection demande à l'exploitant la transmission des documents suivants :

- PV de réception des travaux "Lot 1 - phase 3" et le rapport de contrôle technique associé, avant le 31/12/2022 ;
- l'engagement budgétaire ferme pour la réalisation de la dernière phase de travaux (Lot 1 – phase 4", avant le 31/12/2022 ;
- PV de fin de travaux et contrôles techniques du "Lot 1 - phase 4", dès réception et au plus tard le 31/12/2023.

En outre, au regard du risque incendie pour cette typologie d'activité et de l'ampleur des travaux réalisés, l'inspection demande à l'exploitant de faire attester par un bureau d'études certifié la conformité de l'ensemble de l'installation aux dispositions constructives réglementaires applicables à son site (arrêté préfectoral du 12/12/2001 et arrêté ministériel du 11/04/2017 notamment). Cette attestation est à transmettre au préfet avant le 31/12/2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Néant à ce stade
Délais : 31/12/2022 et 31/12/2023

N° 4 : Système de détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 27/08/2015, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Système de détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La société HASBRO [...] est tenue de respecter l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral n°2001-AG/2-436 du 12 décembre 2001 selon l'échéancier suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Transmission des bons de commandes : 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ; - Mise en production du système de détection incendie : 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. <p>Article 4.1 de l'arrêté préfectoral du 12/12/2001 : L'ensemble de l'entrepôt sera équipé d'un système de détection incendie déclenchant automatiquement un système d'alarme. Les alarmes sont centralisées en un point accessible afin de permettre leur exploitation. L'exploitant s'assurera que la surveillance des alarmes est effectuée en permanence.</p>
<p>Constats : Vu :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le courrier de l'exploitant au préfet du 01/09/2015 dans lequel l'exploitant estime respecter l'art. 4.1 de l'arrêté préfectoral du 12/12/2001, sans mentionner le rôle de détection de son système de sprinklage ; • la documentation (en anglais) du système de sprinklage installé sur le site (VK500) ; • le certificat de conformité du 20/12/2010 du système de sprinklage à la norme ESFR (Early Suppression Fast Response) qui démontre le rôle de détection du système de sprinklage ; • l'attestation établie par la société UXELLO Grand Est et Hauts-de-France du 3/11/2022 relative à la nature du système de sprinklage installé sur le site. <p>L'inspection constate le retour à la conformité suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/08/2015.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Vérification du matériel électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2001, article 2.7 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification du matériel électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]Le matériel électrique doit être conforme aux normes françaises (NFC 15-100 et 13-200 notamment). Une vérification de la conformité des installations et matériels électriques avec les dispositions ci-dessus doit être effectuée annuellement par un technicien compétent. Les rapports de ces visites sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Vu : <ul style="list-style-type: none">• les rapports de vérification périodique des installations électriques HT/BT du 10/09/2021 et du 28/09/2022 ;• le bon de commande du 04/11/2022 (transmis par courriel à l'inspection le même jour) relatif aux travaux à réaliser pour lever une partie des non-conformités identifiées dans les rapports de vérification sus-mentionnés ;• l'offre commerciale du 03/11/2022 (transmis par courriel à l'inspection ce même jour) relatif aux travaux à réaliser pour remettre en état et compléter l'éclairage de secours du site. Au regard du montant, l'exploitant précise que ce devis doit faire l'objet d'une validation budgétaire avant l'engagement des travaux. L'inspection constate, bien que les contrôles soient réalisés dans les délais impartis : <ul style="list-style-type: none">• des vérifications non effectuées du fait de contraintes imposées par l'exploitant (manoeuvre de coupure ou accès à des locaux non autorisés) ;• de nombreuses non-conformités non levées d'une année sur l'autre ;• l'absence de commandes fermes permettant de lever, dans un temps court, les observations formulées depuis 2021 dans les rapports annuels de contrôle.
Observations : Au regard de la non-conformité constatée, l'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de se conformer aux normes en vigueur. Un délai de 6 mois est proposé au regard de l'ampleur des travaux à réaliser.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2001, article 4.6 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 [...]. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées ci-dessus fait l'objet, tous les 5 ans, d'une vérification suivant l'art. 5.1 de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. [...] Les pièces justificatives du respect des articles ci-dessus sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées. En particulier, l'installation de protection contre la foudre devra tenir compte des recommandations émises lors des études et inspections susvisées.
Constats : Vu : <ul style="list-style-type: none">• les rapports de vérification périodique des installations de protection contre la foudre du 03/11/2021 et du 19/07/2022 ;• l'offre commerciale n°713593 du 28/10/2022 (transmis par courriel à l'inspection le 3/11/2022) relative aux travaux à réaliser pour lever les non-conformités identifiées dans les rapports de vérification sus-mentionnés. Au regard du montant, l'exploitant précise que ce devis doit faire l'objet d'une validation budgétaire avant l'engagement des travaux. L'inspection constate, bien que les contrôles soient réalisés dans les délais impartis : <ul style="list-style-type: none">• des vérifications non effectuées faute de documentation technique, manquante, et de l'absence de matériel de sécurité ;• de nombreuses observations non levées d'une année sur l'autre ;• l'absence de commandes fermes permettant de lever, dans un temps court, les observations formulées depuis 2021 dans les rapports annuels de contrôle.
Observations : Au regard de la non-conformité constatée, l'inspection propose au préfet de mettre l'exploitant en demeure de se conformer à la norme NFC 17-100 en vigueur et de tenir compte de l'ensemble des recommandations émises dans le rapport de contrôle des installations de protection contre la foudre du 19/07/2022. Un délai de 6 mois est proposé au regard de l'ampleur des travaux à réaliser.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Analyse du risque foudre

Références réglementaires : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 15 de l'annexe II (partiel) et Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse du risque foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée, Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 15 de l'annexe II (partiel) : L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Prescription contrôlée, Arrêté Ministériel du 04/10/2010 (section III), article 19 : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.
Constats : Vu <ul style="list-style-type: none">• les rapports de vérification périodique des installations de protection contre la foudre du 03/11/2021 et du 19/07/2022 mentionnant la nécessité d'une étude technique et l'absence de plusieurs rapports et fiches techniques relatifs à l'installation, qui a pour conséquence de limiter la portée et le champ du contrôle ;• l'offre commerciale n°713589 du 28/10/2022 (transmis par courriel à l'inspection le 3/11/2022) pour la réalisation de l'analyse foudre et de l'étude technique du site. L'exploitant précise que les études ne pourront être réalisées rapidement pour des raisons de disponibilités. L'inspection constate : <ul style="list-style-type: none">• l'absence de l'analyse foudre et de l'étude technique du site ;• l'absence de commande ferme permettant de garantir le retour à la conformité dans un temps court.
Observations : Au regard de la non-conformité constatée, l'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à l'art. 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Un délai de 6 mois est proposé au regard de l'ampleur des travaux à réaliser.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Évacuation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 14 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Évacuation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.
Constats : Vu : <ul style="list-style-type: none">- le registre listant les exercices incendies réalisés depuis 2012 ;- le compte-rendu du SDIS de l'exercice incendie réalisé en présence du SDIS le 05/07/2022 ;- le compte-rendu de l'exploitant de l'exercice incendie réalisé le 27/10/2020 ;- les déclarations de l'exploitant indiquant être en train de travailler à la révision du POI et d'autres procédures internes pour prendre en compte les observations formulées suite aux derniers exercices réalisés. <p>L'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none">- le registre est incomplet (exercice incendie du 27/10/2020 non référencé) ;- la fréquence des exercices d'évacuation n'est pas respectée, mais qu'un exercice a bien eu lieu dans les 6 derniers mois ;- l'exploitant s'est engagé à réaliser des exercices d'évacuation à la fréquence prévue dans l'arrêté d'autorisation du site.
Observations : Au regard des constats réalisés et des engagements de l'exploitant, l'inspection propose de ne pas donner de suites administratives. L'inspection sensibilise l'exploitant à l'intérêt de réaliser des exercices d'évacuation conformément à la prescription mais également en horaires nocturnes et pendant les périodes de forte activité du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2001, article 4.2 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles ; - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés, [...] le débit des poteaux d'incendie sera de 60 m³/h pour une pression dynamique comprise entre 1 et 4 bars. [...] - de robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues ;[...] ils sont protégés du gel ; <p>En outre, un système d'extinction automatique sera mis en place dans l'ensemble des locaux de stockage. Si la hauteur d'entreposage dépasse 8 m, l'installation d'extinction automatique comporte des réseaux intermédiaires.</p> <p>[...]</p> <p>L'ensemble des installations relatives au système d'extinction automatique sera gardienné en permanence et entretenu régulièrement.</p>
<p>Constats : Vu :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la présence d'extincteurs, contrôlés par sondage, régulièrement entretenus (dernier rapport d'intervention du 16/12/2021, pour le contrôle et la maintenance des extincteurs) ; • la présence de RIA, contrôlés par sondage, régulièrement entretenus (dernier rapport d'intervention du 21/06/2022), ainsi que le procès verbal de l'intervention corrective et une photo du RIA défectueux remplacé, transmis par courriel du 3/11/2022 ; • la présence des poteaux incendie, contrôlés par sondage, fournissant un débit conforme et régulièrement entretenus (dernier rapport d'intervention du 20/09/2021) ; • la présence d'un système d'extinction automatique (réseau sprinklage), contrôlé par sondage, régulièrement entretenu : <ul style="list-style-type: none"> ◦ autocontrôles hebdomadaires et trimestriels réalisés par l'exploitant sur le système d'extinction consignés dans un classeur contrôlé par sondage ; ◦ dernier rapport d'intervention de la société COSPK du 10/12/2021. Ce dernier fait état de plusieurs observations (p9). Par courriel du 3/11/2022, l'exploitant a justifié la réalisation de l'ensemble des travaux avant fin novembre 2022 (transmission des bons de commande et factures associées, attestation du 3/11/22 de la société UXELLO pour les travaux à réaliser en novembre, bon de commande du 27/10/22 à l'appui) ; • la présence de portes coupe-feu, contrôlées par sondage, régulièrement entretenues (dernier rapport de contrôle du 27/09/2022) ; • le rapport de contrôle du système de désenfumage du 30/06/2022. <p>Sans observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Consommation eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2001, article 5.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La consommation annuelle n'excédera pas 500 m ³ . Cette limitation ne s'applique pas au réseau incendie. Prescription connexe : art. 5.1.3 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 12/12/2001 Le relevé des volumes prélevés doit être effectué hebdomadairement. Ces informations doivent être inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Vu les relevés hebdomadaires des consommations d'eau de 2020 (475 m ³) et 2021 (530 m ³), et la consommation d'eau 2022 le jour de l'inspection (517 m ³ au 17/10/2022). L'inspection constate que la prescription n'est pas respectée en 2021 et ne le sera pas en 2022. L'exploitant précise que la consommation d'eau du site est très majoritairement à usage sanitaire et que les dépassements des consommations en 2021 et 2022 sont probablement liées aux travaux réalisés sur le site (flocage et maçonnerie notamment) depuis 2020, ainsi qu'à une fuite d'eau survenue en janvier 2021, sans pouvoir justifier les volumes correspondants.
Observations : L'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter la consommation d'eau imposée au site. S'agissant de consommation annuelle et compte tenu de l'avancement de l'année 2022, l'inspection propose au préfet que le retour à la conformité soit contrôlé sur l'année 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : Contrôle sur la consommation de l'année 2023